

## Burundi : l'ONU s'inquiète d'un éventuel 4e mandat de Nkurunziza

@rib News, 24/02/2017 &ndash; Source AFP Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'inquiète de propos récents du président burundais Pierre Nkurunziza évoquant la possibilité de briguer un quatrième mandat, dans un rapport obtenu par l'AFP. Pierre Nkurunziza a annoncé fin décembre qu'il pourrait à nouveau se représenter en 2020, "si le peuple le demande", laissant craindre que la crise née de sa réélection en 2015 à un troisième mandat controversé ne se prolonge durablement.

Dans un rapport présenté au Conseil de sécurité jeudi, le chef de l'ONU se dit "très préoccupé" par ces déclarations. Cela "risquerait d'intensifier la crise et de saper les efforts collectifs en vue d'une solution durable", écrit Antonio Guterres. Le chef de l'ONU s'inquiète notamment du rôle grandissant des milices Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, accusées d'exactions, et souligne que les plus de 200 cas de disparitions forcées recensées depuis octobre sont "particulièrement préoccupants". La milice "contribue à donner un sentiment d'insécurité et à créer un climat de peur", poursuit-il. Ce rapport a été envoyé aux membres du Conseil de sécurité après l'adoption d'une résolution en juillet autorisant le déploiement de 228 policiers de l'ONU au Burundi. Bujumbura s'oppose au déploiement de cette force. L'ambassadeur burundais auprès des Nations unies, Albert Shingiro, a rejeté vendredi ces conclusions, dénonçant un "rapport biaisé" et influencé par le désir de "vengeance" de l'émissaire de l'ONU dans le pays, Jamal Benomar, dont le Burundi a demandé le remplacement. Albert Shingiro a dit à l'AFP être "très surpris" que le chef de l'ONU se soucie du nombre de mandats de Pierre Nkurunziza "quand plusieurs présidents un peu partout en Afrique et ailleurs sont à leurs 4e, 5e, 6e, 7e mandats sans que la même préoccupation soit évoquée". Le Conseil de sécurité a repoussé au mois de mars une réunion sur le Burundi prévue cette semaine. Les violences déclenchées en avril 2015 par la décision du président Nkurunziza de se représenter pour un troisième mandat ont fait plusieurs centaines de morts. Près de 390.000 habitants ont fui le pays. Ce chiffre devrait dépasser les 500.000 en 2017, selon l'ONU.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});